



## **SYNDICAT CNT TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES**

Email : [directe-rhona-ut69.cnt@directe.gouv.fr](mailto:directe-rhona-ut69.cnt@directe.gouv.fr) / [www.cnt69.org](http://www.cnt69.org)

### **TOUS EN GREVE LE 22 OCTOBRE A PARIS POUR UNE INSPECTION DU TRAVAIL INDEPENDANTE AU SERVICE DES SALARIES !**

La journée du 8 octobre a été sans conteste une grande réussite. La fougue des manifestants a largement impressionnée. La masse et l'audace, alliance rare et puissante, ont permis de déborder les cadres classiques de la mobilisation revendicative.

**Notre action directe s'est manifestée en premier lieu par le débordement du dispositif policier mis en œuvre ce jour-là.** Nous n'avons pas pu être empêchés de pénétrer les salles où se réunissaient les directeurs pour écouter de manière bovine les instructions ministérielles. Nous avons ensuite censuré le repas, pourtant riche de viandes et de vins, qui attendait les directeurs. Ils n'ont pu que ruminer les nourritures « spirituelles » du matin, et leur ressentiment à l'égard des bloqueurs de cantine.

**Notre action directe a aussi permis de dépasser les pièges habituels de la représentation et du « dialogue social ».** La direction de l'INT pensait pouvoir amollir le mouvement en recevant une délégation de syndicalistes, pour écouter leurs revendications pourtant bien connues à travers les tracts et diverses remontées de veilles sociales plus ou moins officielles. Nous avons refusé toute délégation, nous avons refusé d'être reçus par les pontes. En effet, une délégation aurait été reçue. Elle serait ressortie pour nous annoncer que l'écoute avait été insuffisante et les garanties pas bien meilleures qu'auparavant (le traditionnel « ça ne se décide pas ici », « on fait remonter au Ministre », « on vous recevra (entendre les représentants syndicaux) encore plus tard », « vous participerez à des séminaires locaux », etc.) Il faudra continuer la mobilisation nous aurait-on dit. Enfin, l'heure étant avancée, nous serions rentrés dans nos UT. Quelques semaines plus tard, une nouvelle manifestation d'opinion aurait été décidée.

**Par l'action directe nous avons œuvré à la construction d'un rapport de force sans emprise du ministère sur ce dernier.**

Hasard ? Le lendemain, un question-réponse, sorti du chapeau, nous apportait quelques précisions sur la mise en œuvre de la réforme. Précisions assez insatisfaisantes à vrai dire, voire carrément alarmantes. Mais cette communication soudaine nous montre que le niveau de mobilisation et surtout le type d'action a un effet important. Ce question-réponse doit nous faire craindre un rétropédalage en cas de ramollissement ou d'institutionnalisation du mouvement. **La dernière chose à faire étant d'entrer dans le tempo et le cadre institutionnel du dialogue social contrôlé par la hiérarchie.**

En outre, le débordement a été aussi du côté de la direction. Rhône-Alpes, région modèle, a encore été à la pointe de l'outrance en la personne du DIRECCTE Philippe Nicolas, qui a tenu des propos malsains aux journalistes de rue 89 : *« L'Inspection du travail a le cœur à gauche. Mais quand on me dit « jamais je ne demanderai ses papiers à un travailleur », ce n'est pas possible. Quand des syndicats patronaux ou de salariés nous demandent d'aller contrôler les chantiers, il faut le faire. »*

Autrement dit l'inspection du travail serait tiers-mondiste, bobo, et assez irréaliste pour se mettre à dos le patronat et les syndicats, pour une fois unis sur la question de l'immigration. Essentiellement fausse, cette affirmation s'inscrit en plus dans le discours à la mode qui désigne l'étranger comme bouc émissaire, profiteuse, voleuse etc. alors que le travail illégal est surtout un sommet d'exploitation capitaliste.

Enfin, les actions de sabotage des portables des pontes, les prises de contrôle des instances de dialogue, l'organisation de la résistance sans frilosité créative, nous donne au moins autant de force, qu'elle en enlève aux artisans de la mise au pas de l'inspection du travail. Hors de leur terrain, ils ne peuvent plus faire illusion.

Il s'agit donc de continuer nos mobilisations sur ce mode pour obtenir :

- le passage de tous les contrôleurs en inspecteurs sans concours et immédiatement ;
- Le passage des agents de catégorie C en SA avec possibilité de passerelle vers le corps de l'inspection ;
- le renforcement des effectifs d'agent de contrôle et de secrétariat ;
- une garantie de ratio d'agent de contrôle par nombre de salariés ;
- une garantie d'organisation et d'effectif des secrétariats par rapport au nombre d'agents de contrôle ;
- une inspection du travail sans DUC, et faire éclater l'absurdité de la ligne hiérarchique qu'ils incarnent ;
- L'abandon de la politique de mise en concurrence des agents par la définition d'objectifs même collectifs et le contrôle hiérarchique de leurs réalisations ;
- L'abandon des sections spécialisées nationales et régionales ;

**La CNT appelle à la grève le 22 octobre, une grève de combat.**

Elle invite et encourage toute manifestation locale en résonance à la mobilisation sur paris pour ceux qui ne peuvent pas y participer.

Il s'agit d'agir pour obtenir. Sans oublier que le simulacre de dialogue est une attaque profonde au véritable dialogue, et qu'il n'y a de dialogue véritable qu'entre égaux. Pour cela il nous faut consolider le rapport de force dans son ensemble et ne pas se précipiter dans les rets de la négociation.

Nous appelons également l'ensemble des agents à maintenir et renforcer la pression sur l'encadrement intermédiaire servile (RUT/DIRECTTE) pour entraver la mise en œuvre de cette réforme et à se réunir régulièrement en assemblée générale pour faire le bilan des actions réalisées et démultiplier nos modalités de mobilisation.

**Rendez vous tous en grève à Paris le 22 octobre 2013 à 11 heures devant la gare Montparnasse pour le départ de la manifestation.**

**Puis rendez-vous à 14 heures à la Bourse du Travail (salle Ambroise Croizat - 3, rue du château d'Eau, Métro République) pour une assemblée générale des agents en lutte contre la réforme.**